

Discours du budget

**L'honorable Charles Dent,
ministre des Finances**

**Septième session de la Treizième
Assemblée législative
des Territoires du Nord-Ouest**

Le 19 avril 1999

**Gouvernement des Territoires du Nord-
Ouest**

Je prends la parole aujourd'hui pour présenter le premier budget des nouveaux Territoires du Nord-Ouest, alors que les résidants se trouvent à un carrefour important dans leur vie. D'un côté, ils voient une dépendance plus grande des paiements de transfert du gouvernement fédéral... ils disent non. De l'autre une

plus grande indépendance financière et les responsabilités qui s'y rattachent. Je suis optimiste. Je crois qu'ensemble nous choisirons la voie qui mènera au succès des habitants du Nord et leur permettra de se montrer à la hauteur de leur potentiel.

En février dernier, le premier ministre, l'honorable Jim Antoine, faisait connaître la vision de l'avenir du présent gouvernement dans un document intitulé *l'Ordre du jour de l'Ouest*. Réintitulé *L'Ordre du jour pour le Nouveau Nord*, le document décrit cinq stratégies interdépendantes pour réaliser cette vision.

Selon *l'Ordre du jour*, les habitants du Nord doivent assumer un plus grand contrôle de leur destinée et prendre davantage leur mieux-être en main.

Toujours selon *l'Ordre du jour*, les Territoires du Nord-Ouest font passer les gens en premier : ils sont mieux instruits; ils sont en meilleure santé; ils tirent tous profit de la croissance économique; et ils travaillent tous ensemble pour bâtir un Nord plus solide.

Il y a du pain sur la planche, mais je suis convaincu que les habitants du Nord peuvent et tiennent à bien préparer le terrain et à s'occuper des problèmes. En ma qualité de ministre des Finances, ma priorité est de garantir que le Nord possédera les outils financiers nécessaires pour bien affronter l'avenir et réaliser sa vision de l'avenir. Il s'agit d'un point important et j'y reviendrai plus tard au cours du discours.

Les outils du succès

Ni le bilan des finances publiques ni les statistiques sur la croissance économique ne serviront d'étalons de mesure du succès de notre nouveau territoire. Ce sera plutôt la façon dont les gens, jeunes et vieux, autochtones et non autochtones, mèneront une vie saine et productive.

Pour que notre gouvernement puisse réussir, il faudra:

- nous tourner vers - le prochain exercice et au-delà - vers le prochain millénaire et les enjeux qu'il nous livrera;

- travailler ensemble - les députés et les membres du Cabinet, ensemble avec les Premières nations autochtones, les communautés, les entreprises, nos aînés et nos jeunes; et plus important encore;
- assumer le contrôle de notre économie et du potentiel découlant de nos ressources.

Si les habitants du Nord unissent leurs forces, il peuvent trouver une façon équitable de partager le contrôle de leurs ressources et avoir alors en main les outils nécessaires pour assurer un avenir à leurs jeunes. Ces outils peuvent influencer le rythme du développement et garantir que tous et chacun en tireront profit. Ainsi, le gouvernement jouira d'une situation financière plus solide et pourra davantage investir dans l'éducation, les soins de santé, le développement économique et la création d'emplois.

Ce n'est qu'en travaillant ensemble et en contrôlant davantage nos sources de revenu que nous pourrons améliorer nos conditions sociales et économiques.

Les accomplissements

Se tourner vers l'avenir ne signifie pas qu'il faille oublier le passé.

J'aimerais souligner ici le travail accompli pour garantir que notre nouveau territoire parte du meilleur pied possible. Je tiens à féliciter tous et chacun, les députés, les membres de la Coalition de l'Ouest, ceux du Sommet des autochtones, ceux de la fonction publique ainsi que la population des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Tous ont travaillé pour garantir que nous soyons prêts à faire face à l'avenir.

En octobre 1998, nous avons signé une entente de financement préétablie avec le gouvernement du Canada pour assurer une source de financement au nouveau territoire pour les cinq prochaines années.

En mars 1999, nous avons signé une entente avec le gouvernement du Nunavut pour diviser l'actif et le passif du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (le GTNO) au 1^{er} avril 1999.

Nous avons conclu des ententes avec la Société d'énergie des T. N.-O. et la Commission des accidents du travail pour que celles-ci offrent pendant un certain temps leurs services aux deux territoires.

Dernièrement, nous avons conclu une nouvelle convention collective avec le Syndicat des travailleurs et des travailleuses du Nord et quatre-vingt pour cent (80%) des employés visés par le règlement de la question d'équité salariale ont accepté l'offre que nous leur avons faite. Il s'agit de quatre-vingt-cinq pour cent (85%) de la somme que nous avons mise de côté pour régler cette question. Nous continuons à insister auprès du Syndicat pour qu'il conclue une entente de règlement avec les employés qui restent.

Ces accomplissements témoignent de notre habileté à surmonter les difficultés aujourd'hui et demain, et ce grâce à la coopération et au travail commun. Ce sont là les assises sur lesquelles bâtir la vision de l'avenir. Nous avons réussi à franchir les obstacles d'hier et nous pouvons faire face à ceux de demain ... mais nous avons besoin de bons outils.

Aperçu de nos finances

1998-1999

Au cours de ces dernières années, il a fallu assurer une situation financière stable pour les premières années des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, sans toutefois oublier les besoins de nos résidents. Ce n'était pas facile et j'aimerais ici remercier mon prédécesseur, l'honorable John Todd, et les autres députés de la Treizième Assemblée pour leur engagement à cette tâche.

L'année dernière, au moment du budget, nous prévoyions terminer l'exercice 1998-1999 avec une dette accumulée de 28 millions de \$, laissant ainsi les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut commencer leur existence avec une dette. Mais, grâce à une correction en notre faveur de l'entente de financement préétablie par suite d'un changement de prévisions démographiques des Territoires du Nord-Ouest, le déficit prévu s'est transformé en un excédent accumulé de l'ordre de 62 millions de \$ à la fin du dernier exercice.

Conformément à l'entente sur la division de l'actif et du passif, cinquante-six pour cent (56%) de cet excédent est allé aux Territoires du Nord-Ouest, et quarante-quatre pour cent (44%) au Nunavut. En chiffres réels, cela signifie que les T. N.-O. entreprennent le premier chapitre de leur histoire avec 34 millions de dollars dans leurs coffres.

1999-2000

Nous allons continuer à être aux prises avec une demande croissante en matière de dépenses publiques. À l'heure actuelle, la subvention calculée à partir de la méthode de financement préétablie équivaut à plus de soixante-dix pour cent (70%) du total de nos recettes annuelles et, dans une grande mesure, détermine nos besoins en matière de dépenses.

Les taux comparatifs de la croissance démographique des Territoires du Nord-Ouest et du Canada figurent dans les calculs des recettes de la méthode de financement préétablie et, pour notre nouveau territoire, c'est là où le bât blesse. La population dans les Territoires du Nord-Ouest a légèrement diminué l'an dernier et il est prévu que notre taux de croissance démographique pour cette année et les prochaines années soit légèrement inférieur à celui de l'ensemble du pays. Il ne faut donc pas s'attendre à une augmentation des recettes pour 1999-2000 par rapport à celles de l'an dernier. En d'autres mots, nous prévoyons des recettes de l'ordre de 708 millions de dollars.

Même si les recettes dont nous disposons ne suffisent pas pour répondre à nos besoins les plus importants, nous devons nous efforcer de maintenir les services actuels et nous occuper surtout des domaines où les besoins sont les plus urgents. Pour ce faire, nous prévoyons donc pour 1999-2000 un budget des dépenses de l'ordre de 742 millions de \$, soit un montant qui dépasse nos recettes de 34 millions de \$ et qui grugera quelque peu notre excédent accumulé de départ et ne laissera aucun excédent accumulé ni déficit d'ici la fin de l'exercice 1999-2000.

En ma qualité de nouveau ministre des Finances j'aurais préféré annoncer un budget équilibré. Mes années d'expérience dans le secteur privé m'ont inculqué une discipline financière qui part du principe qu'on dépense dans la mesure de ses moyens. Cependant, je ne crois pas qu'il nous faut réduire davantage les services que nous offrons à nos citoyens. Ainsi, en nous servant de l'excédent accumulé pour faire face au déficit de 34 millions de \$ prévu dans ce budget, nous aurons un an pour faire avancer le dossier de la restructuration de nos relations financières avec le gouvernement du Canada. Nous devons continuer à accepter des mesures de restrictions financières et s'attaquer à régler la cause de la croissance de nos dépenses. Mais ne vous trompez pas, si nous sommes incapables de trouver des moyens d'augmenter nos recettes, nous n'aurons aucun choix. Il faudra réduire davantage les services ou les dépenses d'immobilisation au cours du prochain exercice.

Dernièrement, le premier ministre Antoine, et mon prédécesseur, l'honorable John Todd, ont rencontré l'honorable Paul Martin et l'honorable Jane Stewart pour exposer le besoin de nouvelles relations financières avec le gouvernement du Canada. Nous croyons qu'un régime différent ne peut que profiter au Canada et également aux citoyens des T. N.-O.

La solution de notre problème financier est d'augmenter l'assiette fiscale. Mais pour y arriver, nous avons besoin de l'appui de la population des Territoires du Nord-Ouest au grand complet. Nous avons besoin de leur compréhension, de leur patience, de leur créativité et de leur coopération.

Si nous voulons augmenter nos recettes pour répondre à la demande croissante des dépenses, il faut absolument restructurer nos relations financières avec Ottawa. Pour y arriver, il faut faire front commun pour que le gouvernement fédéral transfère le contrôle des ressources des T. N.-O. aux habitants des T. N.-O. Il faut aussi faire front commun pour que les Territoires du Nord-Ouest obtiennent une plus grande part des recettes fiscales et des redevances générées dans le Nord. Pour y arriver, il faut absolument faire preuve d'imagination et trouver de nouvelles façons de partager et les responsabilités et les recettes.

J'élaborerai davantage sur ce sujet, mais pour l'instant je parlerai des défis sociaux qui guettent les Territoires du Nord-Ouest.

Défis sociaux

Les jeunes d'aujourd'hui constituent notre espoir pour demain. Et les Territoires du Nord-Ouest sont jeunes. En effet, 43 pour 100 de notre population est âgée de moins de 25 ans, à comparer à 33 pour 100 pour l'ensemble du Canada. Le défi du présent gouvernement est de bien préparer les jeunes à devenir les dirigeants de demain. Pour ce faire, il faut qu'ils soient bien instruits, en santé et en mesure de participer à l'économie.

Éducation et formation

M. le Président, l'éducation et la formation jouent un rôle excessivement important dans le développement de nos jeunes. C'est pourquoi nous avons investi de grosses sommes d'argent pour améliorer notre système d'éducation. Nous avons ajouté des classes du secondaire dans chaque communauté des Territoires du Nord-Ouest et aidé les adultes à terminer leurs études. Le

nombre d'élèves au secondaire a augmenté de vingt-trois pour cent (23%) de 1990 à 1997 et le nombre de finissants augmente.

Ces chiffres ont de quoi nous encourager, mais il reste beaucoup à faire. Trente-six pour cent (36%) de notre population adulte n'a pas terminé son secondaire. Ce qui ferme bien des portes, que ce soit à la fonction publique, dans l'industrie minière ou dans d'autres secteurs de l'économie.

Nous tenons à nos jeunes. Investir de façon stratégique en éducation et en formation constitue un moyen de garantir que nos jeunes pourront tirer avantage des perspectives d'emploi qui se présenteront. Pour prouver notre engagement à l'égard des jeunes, nous accordons 1, 2 million de \$ du budget de cette année au Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation pour veiller à ce que le nombre d'élèves par enseignant n'augmente pas. En d'autres mots, même si le nombre d'enfants d'âge scolaire augmente, le rapport élèves-enseignant n'augmentera pas.

En 1997-1998, le gouvernement annonçait sa *Stratégie d'emploi pour le Nord*, stratégie conçue à titre d'investissement unique pour fournir aux habitants du Nord des perspectives d'emploi et la chance de se perfectionner afin d'en profiter le plus possible. Un des volets de cette stratégie, le programme *Travaillons ensemble*, a connu un énorme succès. En effet, dans le cadre de ce programme, les employeurs avaient droit à une subvention salariale pour embaucher des étudiants et des jeunes septentrionaux et leur donner la chance d'acquérir de l'expérience pour éventuellement se trouver un emploi valorisant et permanent dans le marché du travail d'aujourd'hui. Au cours des deux années qu'a duré ce programme, plus de 900 emplois ont été créés pour les jeunes dans les 33 communautés des Territoires du Nord-Ouest.

Je suis heureux d'annoncer une somme de 1 million de \$ pour prolonger d'un an le programme *Travaillons ensemble*. Nous prévoyons que cette somme contribuera à créer plus de 450 emplois pour les jeunes ténos au cours du présent exercice.

Ce programme permettra également au ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation et ministre délégué à la jeunesse, M. Miltenberger, de prendre certaines mesures pour atténuer le problème du chômage chez les jeunes aux Territoires du Nord-Ouest. Le plus haut taux de chômage aux T. N.-O. se trouve parmi les jeunes. Il va donc de soi que cette réalité arrive en tête des priorités du gouvernement, mais il ne faut pas oublier le reste de la population à qui il

faut donner la chance d'acquérir les compétences nécessaires pour se décrocher un emploi.

Nous avons donc injecté la somme additionnelle de 1 million de \$ pour poursuivre le programme *Investissement dans les ressources humaines*. Cet excellent programme contribue au financement de la formation de base aux adultes et de la formation liée à l'emploi pour les clients du programme de soutien du revenu en vue d'aider ces derniers à se décrocher un emploi productif. De plus, beaucoup de projets d'adaptation au travail établis dans les communautés même et procurant de l'emploi aux résidants sont financés dans le cadre du programme *Investissement dans les ressources humaines*. Ce genre d'investissement prouve que nous tenons vraiment à ce que nos résidants soient davantage autonomes.

Puisque les enfants constituent une de nos priorités et que nous voulons leur assurer un meilleur avenir, le programme *Enfants en santé* restera en place et ce grâce à la deuxième phase du programme national de prestations pour les enfants dans le cadre duquel nous pouvons réinvestir environ 160 000 \$ au financement de cet excellent programme. En 1998-1999, environ 100 projets ont été offerts par les communautés à travers les Territoires du Nord-Ouest.

Soins de santé

L'éducation et les perspectives de développement économique ne constituent qu'une partie de ce qu'il y a à faire. Les résidants du territoire ont besoin de savoir qu'ils auront aussi droit à de bons services de santé.

Un sujet de préoccupation qui a pris de l'ampleur au cours de la dernière année porte sur notre difficulté à recruter et à maintenir en fonction les professionnels de la santé. Le roulement du personnel infirmier est beaucoup plus élevé que celui du personnel de la fonction publique. Actuellement, 25 pour cent des postes d'infirmière sont vacants. Et ce qui est le plus alarmant, c'est la pénurie d'infirmières à la grandeur du pays et les campagnes persuasives de recrutement lancées par les diverses provinces.

Bien des facteurs influencent notre habileté à recruter et à garder des infirmières en fonction. Nous ne jouissons pas encore d'une bonne réserve d'infirmières dans le Nord. Obligées d'être constamment sur demande, les infirmières qui travaillent dans nos petites communautés souffrent de stress, ce qui peut mener à l'épuisement professionnel en très peu de temps. Puisque la concurrence au niveau des salaires des infirmières est de plus en plus féroce à l'échelle nationale et internationale, nos salaires et nos avantages sociaux sont

loin d'être attirants. De plus, le fait que la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta ont dernièrement annoncé qu'elles embaucheraient un plus grand nombre d'infirmières ne fait qu'envenimer la situation.

Dans la même ligne de pensée, il y a aussi une pénurie de médecins dans les régions rurales et éloignées du Canada. Les Territoires du Nord-Ouest auront à offrir des salaires concurrentiels s'ils veulent attirer des médecins et s'assurer qu'ils restent.

Le ministre de la Santé, l'honorable Floyd Roland, est bien conscient du besoin de s'attaquer à la question d'offrir des soins de santé de qualité, particulièrement dans les plus petites communautés, et il s'engage à donner suite à l'entente conclue par les premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux pour réinvestir le financement additionnel reçu dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux annoncé dans le budget fédéral pour les soins de santé de 1999. Le présent budget ne comprend pas seulement la somme approximative de 3 millions de \$ par année prévue dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé, mais 3 millions de plus.

Je suis heureux d'annoncer la création de trois projets qui vont grandement nous aider dans le recrutement de professionnels de la santé.

- Le présent budget prévoit une somme de 1,9 millions de \$ destinée à des projets précis de recrutement et de maintien en fonction. Ce financement donne suite à l'engagement pris par le ministre de la Santé et des Services sociaux l'automne dernier. Le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec les conseils de gestion des services sociaux, met à exécution plusieurs stratégies conçues pour encourager les septentrionaux à poursuivre des études en santé, attirer des professionnels de la santé dans le Nord et encourager nos employés actuels à rester dans le Nord.

Ces stratégies varient de l'allocation de bourses d'études, à des emplois d'été et des possibilités d'encadrement, des équipes de relève pour les infirmières dans les communautés et une meilleure promotion des Territoires du Nord-Ouest comme endroit où poursuivre une carrière.

- En plus de ces mesures, le gouvernement consacra 3 millions de \$ au cours des deux prochaines années en stimulants monétaires pour attirer de nouvelles infirmières, encourager celles que nous avons à rester et

inciter les jeunes à penser à une carrière d'infirmière. C'est notre façon d'avouer que nos salaires et nos avantages sociaux ne sont pas concurrentiels dans les circonstances actuelles. Nous travaillerons avec les conseils de santé et de services sociaux, les syndicats et les infirmières pour structurer ce financement afin qu'il porte fruit.

- Le budget prévoit aussi une somme de 750 000 \$ allouée au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation pour offrir davantage de programmes d'études en sciences infirmières et en services sociaux.
- En dernier lieu, nous avons injecté la somme de 556 000 \$ dans le programme d'aide financière aux étudiants pour inciter les étudiants à choisir ces carrières.

Ces dépenses contribueront à garder en fonction et à attirer des professionnels dont nous avons grandement besoin pour assurer des services de qualité aux résidents ténois.

Justice

Le gouvernement croit que les projets en matière d'éducation et de santé annoncés dans ce discours amélioreront les conditions sociales et économiques des Territoires du Nord-Ouest. Mais ils ne régleront pas tous nos problèmes.

Notre taux de criminalité est élevé et notre taux d'incarcération continue d'augmenter. Le Service correctionnel du GTNO connaît présentement de gros problèmes : ses programmes destinés aux contrevenants et aux communautés ne sont pas adéquats et ses installations sont dangereusement surpeuplées.

Étant les seuls au pays sans service de probation exclusif établi dans les communautés, notre taux d'incarcération est le plus élevé. De plus, les programmes du Service correctionnel étant mal financés, il est difficile d'offrir aux détenus des services d'orientation et de perfectionnement professionnel pour leur permettre de réussir à leur sortie du centre.

Je suis heureux d'annoncer une nouvelle somme de 1,5 million de \$ pour permettre au ministre de la Justice, l'honorable Stephen Kakfwi, de mettre en oeuvre un plan intégré en vue d'améliorer les services de justice communautaire et correctionnels. Ce plan comprend plusieurs volets:

- Une partie du 1,5 million de \$ sera versée en financement additionnel aux comités de justice communautaire pour leur permettre d'améliorer leurs relations de travail avec la G. R. C. et le programme de probation.
- De plus, jusqu'à cette année encore, les travailleurs sociaux établis dans les communautés offrent des services de probation et d'aide aux détenus en liberté conditionnelle en plus d'assumer leurs nombreuses autres responsabilités. Au cours des deux prochaines années, le ministère de la Justice mettra progressivement en place un service exclusif de probation et de libération conditionnelle en vue d'améliorer les services offerts dans les communautés. Ainsi, les détenus pourront plus rapidement être placés en libération conditionnelle dans la communauté, facilitant ainsi leur transition au sein de leur communauté et réduisant la pression exercée sur les centres correctionnels surpeuplés.
- Une partie du financement servira aussi à améliorer les programmes de réadaptation offerts dans les centres correctionnels, notamment le rétablissement des autochtones, la prévention de la violence familiale et la réadaptation des délinquants sexuels.

En plus de ces projets, le gouvernement s'engage à améliorer la qualité de nos centres correctionnels. Ainsi, la planification des rénovations tant attendues au Centre correctionnel de Yellowknife commencera cette année. En moyenne, le centre reçoit 40 pour 100 de détenus de plus qu'il devrait.

La construction de deux nouveaux établissements pour jeunes délinquants est en aussi à l'état de projet; il y en aura un à Yellowknife pouvant accueillir 24 détenus mâles, et un à Inuvik pouvant accueillir 12 détenues femelles. Ces deux projets de construction comptent au nombre des sept projets pilotes en marche actuellement dans le cadre du *Programme territorial de partenariats des secteurs public et privé*.

Aide aux communautés

Tout comme nous demandons à assumer un plus grand contrôle des affaires du Nord, le gouvernement actuel s'engage à fournir les ressources nécessaires pour permettre aux administrations municipales de s'occuper elles-mêmes des affaires municipales.

Ainsi, pour calmer les préoccupations au sujet de la prévention des incendies et la sécurité-incendie dans les communautés septentrionales, le présent budget

prévoit une somme de 729 000 \$ en financement additionnel pour permettre au ministre des Affaires municipales et communautaires, l'honorable Vince Steen, d'offrir davantage de formation et de services d'aide en matière de sécurité-incendie aux communautés même. Cet investissement aidera à réduire les pertes et les dépenses causées par les incendies.

Habitation

Avant de parler des défis économiques qui guettent ce gouvernement, je glisserai un mot au sujet d'un programme offert présentement par un organisme public habituellement associé aux programmes sociaux.

Je veux parler ici du *Programme d'aide au versement initial minimum* de la Société d'habitation des T. N.-O. qui donne la chance aux habitants du Nord d'acheter une maison bien à eux. Jusqu'à présent, le programme a généré plus de 45 millions de \$ en achat de maisons et aidé 350 familles à posséder une maison bien à elles.

Lancé à titre de projet pilote en vigueur jusqu'au 31 mars 1999, le programme visait plusieurs objectifs.

- Compte tenu des centaines de maisons à vendre en 1998, il y a peu de demande de nouvelles constructions résidentielles. Nous estimons donc que l'industrie de la construction, qui crée des emplois et aide les entreprises à prendre de l'expansion, ne peut reprendre son plein tant qu'il y a autant de maisons à vendre sur le marché.
- Le programme était également conçu pour inciter les familles à se déplacer d'une communauté à l'autre et les personnes qui travaillent dans le Nord, mais vivent dans le Sud, à déménager ici en permanence.

Comme nous l'avons dit, le programme se poursuivra jusqu'au 30 juin de cette année, mais ce n'est pas son grand succès qui empêchera le gouvernement de laisser pour compte son engagement à l'égard du logement social. En effet, le financement affecté dans le présent budget à la Société d'habitation des T. N. -O. permettra à cette dernière de continuer à assurer la prestation des programmes de logement social au même niveau qu'aujourd'hui.

Défis économiques

Tout en s'engageant à améliorer l'éducation, les soins de santé et les services sociaux afin de mieux préparer nos jeunes à faire face à demain, le présent gouvernement doit aussi prendre les mesures nécessaires pour encourager le développement économique et ainsi créer des perspectives d'emploi.

Nos investissements dans le développement économique ont créé un grand nombre d'emplois. Plus de 1 200 personnes ont trouvé un emploi aux Territoires du Nord-Ouest entre 1991 et 1996. Par contre aujourd'hui, avec le grand nombre de jeunes aux Territoires du Nord-Ouest, il faudra créer beaucoup plus d'emplois pour l'avenir. Si la tendance démographique se maintient, les Territoires du Nord-Ouest auront besoin de 3 500 emplois à offrir aux jeunes d'ici l'an 2008. Les projets annoncés dans ce budget cadrent bien avec l'engagement du gouvernement à vouloir garantir que les jeunes ténois reçoivent une meilleure éducation et une meilleure formation, mais encore faut-il leur garantir des emplois à la fin de leurs études.

Le besoin croissant de nouveaux emplois coïncide avec un ralentissement économique aux Territoires du Nord-Ouest. Notre croissance économique est intimement liée à l'industrie primaire, et la situation de l'économie mondiale à l'heure actuelle ne nous aide en rien. Fait marquant de notre histoire, les bas prix de l'or et du pétrole, en partie causés par des problèmes économiques en Asie et en Amérique latine et la vente d'or en lingot par les banques centrales à travers le monde, constituent des exemples de facteurs en dehors du contrôle du gouvernement et qui nuisent à l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

Exploitation des ressources

Les outils nécessaires pour permettre aux habitants du Nord de mener une vie saine et productive sont intimement liés à l'exploitation des ressources. C'est pourquoi ce gouvernement-ci compte beaucoup sur l'exploitation des ressources pour se procurer les recettes additionnelles dont il a besoin pour offrir des programmes et des services adéquats à la population.

La situation économique dans le monde a entraîné la fermeture de mines et nuit à l'investissement et à l'exploration aux T. N.-O. Par conséquent, d'autres secteurs de notre économie ont été durement touchés en raison des entreprises et des ménages qui ont moins d'argent à dépenser et dont l'avenir est incertain. Malgré que nous ne puissions changer la réalité de l'économie de la planète, nous pouvons tout de même prendre des mesures pour contrecarrer les conséquences néfastes en protégeant notre économie contre ces secousses. En ces temps difficiles, notre gouvernement a pris des mesures pour inciter

l'investissement dans le Nord. Notre taux d'imposition demeure concurrentiel par rapport à celui des provinces et nous avons dernièrement mis sur pied un programme de crédits d'impôt pour investissement de capital de risque en vue d'améliorer le climat de l'investissement pour les entreprises.

Mais il y a un côté encourageant dans cette histoire, il y a bel et bien des possibilités de croissance. Le présent gouvernement se réjouit des investissements dans l'économie du Nord. L'ouverture de la mine de diamants Ekati de BHP et le travail en cours avec Diavik-Aber et d'autres du genre aux Territoires du Nord-Ouest, sont des réalisations positives dans notre économie. À elle seule, la mine de diamants Ekati emploie environ 450 personnes et crée des possibilités dans d'autres secteurs de l'économie.

L'exploitation éventuelle de la mine de Diavik-Aber profitera au Nord pendant les phases de construction et d'exploitation qui commenceront en l'an 2000. Même si l'examen réglementaire n'est pas encore tout à fait terminé, nous trouvons encourageant l'approche que les intervenants ont prise jusqu'à présent. Notre gouvernement continuera à travailler en vue d'atteindre son but qui est le développement durable de nos ressources tout en générant le maximum d'avantages pour la population des Territoires du Nord-Ouest. Les compagnies doivent bien comprendre que la population n'appuiera le développement dans le Nord que s'il engendre le plus possible d'avantages directs pour le Nord. Je le répète encore une fois, le présent gouvernement veut et désire voir davantage de développement dans le Nord. Par contre, les compagnies doivent aussi comprendre que seuls les projets qui tiennent compte de l'environnement recevront de l'appui et seulement si les habitants du Nord en tirent un grand profit.

Malgré que les diamants aient capté l'attention de bien des gens, nous ne pouvons laisser pour compte l'énorme potentiel de l'exploitation pétrolière et gazière qu'offrent les régions du Deh Cho, de la vallée du Mackenzie et de Beaufort-Delta. Il pourrait y avoir davantage d'exploitation dans ces régions, où se trouve un énorme potentiel de pétrole et de gaz naturel. Même si les prix sont bas en ce moment, on s'attend à ce qu'ils remontent progressivement. De plus, la construction d'un pipeline dans le Sud du pays, et une prévision à la hausse du prix du gaz, augmentent la viabilité économique de projets d'exploitation gazière aux Territoires du Nord-Ouest.

Ce ne sont pas les possibilités qui manquent, mais nous devons veiller à ce que les habitants du Nord puissent en profiter et à en retirer le maximum d'avantages. Selon les résultats du sondage mené par l'Institut Fraser auprès

des compagnies minières en Amérique du Nord, l'incertitude engendrée par les revendications territoriales ainsi que l'administration et les règlements en matière des ressources et de leur exploitation ralentissent quelque peu de nouveaux investissements dans le Nord.

Les revendications territoriales et les questions d'autonomie gouvernementale réglées contribueront à créer un climat favorable à l'investissement et aideront à l'essor de notre potentiel non exploité. Adhérant aux aspirations des peuples autochtones des Territoires du Nord-Ouest de vouloir régler leurs revendications territoriales et mettre en oeuvre leur droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, le présent gouvernement s'engage à travailler avec ses partenaires autochtones et le gouvernement fédéral pour enfin mettre un terme aux revendications territoriales et à la question d'autonomie gouvernementale. Ce n'est qu'en travaillant en collaboration avec les organismes autochtones que nous pouvons garantir que tous et chacun pourront participer au développement économique du Nord.

Un climat plus positif pourrait également exister si le contrôle des ressources était transféré dans le Nord. À l'heure actuelle, les compagnies qui désirent entreprendre un projet d'exploration et d'exploitation des ressources dans le Nord doivent se conformer à tout un fardeau réglementaire compliqué du fait que le gouvernement fédéral contrôle les ressources et le gouvernement territorial contrôle d'autres aspects reliés au développement. De plus, les compagnies qui veulent investir dans le Nord font face à l'incertitude causée par l'absence de rôle officiel dans l'évaluation et la délivrance de permis d'exploitation. Par conséquent, il est essentiel que le présent gouvernement suive son instinct, donc qu'il s'engage sur une base incertaine, pour tenter avec raison de s'assurer que les avantages découlant d'éventuelles activités d'exploitation restent dans le Nord.

Économie diversifiée

J'aimerais maintenant tourner l'attention vers l'augmentation de l'éventail de possibilités pour la population du Nord. Si nous devons créer les emplois dont nos enfants auront besoin et si nous voulons garantir que ces emplois soient à long terme et à l'abri de tout changement au niveau de l'économie de la planète, il faut absolument diversifier notre base économique.

Nous devons examiner les possibilités d'améliorer l'autonomie des habitants en entreprenant davantage d'activités à valeur ajoutée. La politique d'approvisionnement du gouvernement et les programmes actuels de

développement économique favorisent les activités à valeur ajoutée, sans toutefois viser l'exportation. Le secteur du diamant est un bel exemple de la possibilité d'emplois associés à la création de produits destinés au marché mondial.

L'exploration et l'exploitation des ressources continueront à être la force de notre économie, mais nous devons créer d'autres perspectives dans les secteurs de service et manufacturier. Le gouvernement a prouvé qu'il était en faveur de la diversification en offrant des garanties aux entreprises intéressées dans le taille et le polissage de diamants.

Pour démontrer l'engagement du gouvernement à vouloir accroître la base économique des Territoires du Nord-Ouest, je suis heureux d'annoncer que ce budget prévoit un nouveau financement de 1,4 million de \$ pour permettre au ministre des Ressources, de la Faune et du Développement économique, l'honorable Stephen Kakfwi, de promouvoir l'établissement d'une industrie à valeur ajoutée pour le diamant aux T. N. -O. Le Ministère veillera à attirer l'industrie du diamant dans le Nord, à promouvoir les T. N.-O. en tant que centre minier et manufacturier, et à coordonner les activités reliées à l'industrie du diamant à la grandeur du gouvernement.

J'ai déjà parlé de l'importance de créer un avenir pour nos jeunes. Si l'industrie du diamant est prometteuse pour l'économie des Territoires du Nord-Ouest, nos résidents doivent être bien armés pour prendre avantage de possibilités qui en découleront. Par conséquent, le présent budget comprend:

- 265 000 \$ pour le Collège Aurora afin qu'il offre de la formation préalable à l'emploi dans l'industrie du diamant;
- 133 000 \$ en aide financière directe à la compagnie Sirius Diamond pour l'aider à offrir de la formation en cours d'emploi aux habitants du Nord qui travailleront à son usine de taille et de traitement du diamant nouvellement établie à Yellowknife.

Le gouvernement est également disposé à offrir de l'aide en matière de formation à d'autres manufacturiers de diamant à valeur ajoutée qui envisagent de venir s'établir dans les T. N.-O. et d'accorder la priorité d'embauche et de formation à des résidents du Nord.

Puisqu'il est essentiel de générer la croissance dans tous les secteurs de l'économie, nous nous engageons à travailler avec les organismes autochtones,

l'industrie et l'entreprise privée pour élaborer une nouvelle stratégie de développement économique pour les Territoires du Nord-Ouest. La stratégie contiendra des recommandations sur l'orientation du développement ordonné des divers secteurs de notre économie, notamment les secteur des ressources, du tourisme, du commerce et des services, et manufacturier et servira à promouvoir davantage la diversification.

Défis financiers

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous ne pouvons nous permettre de réduire davantage les programmes et les services. Nos programmes sociaux vivent des temps durs. Notre rapport élèves-enseignant est un des plus élevés, sinon le plus élevé au pays. Nous avons une pénurie d'infirmières. Nous avons aussi une pénurie de logements dans la plupart des communautés. Nos prisons débordent. Il faudra des millions de dollars pour régler ces problèmes - beaucoup plus que ce que nous avons présentement. La seule solution est d'augmenter nos recettes et de les augmenter beaucoup. Mais la réalité est autre et nous ne prévoyons pas qu'elles augmentent de beaucoup au cours des prochains exercices. Il y a plusieurs raisons pour expliquer ce ralentissement de la croissance.

- Les emplois créés dans le secteur minier et les entreprises qui le desservent par suite de récents développements aux Territoires du Nord-Ouest, n'ont pas contribué à la croissance du nombre d'emplois, mais ont plutôt réduit les conséquences néfastes causées par la perte d'autres emplois, particulièrement dans le secteur public et celui des ressources.
- La perte d'emplois signifie des départs. En effet, entre 1996 et 1998, plus de 2 000 personnes ont quitté les Territoires du Nord-Ouest. Outre nuire à notre situation financière, cet exode a entraîné une diminution de notre population. Et selon la nouvelle méthode de financement préétablie, qui maintenant est calculée en fonction de notre croissance démographique par rapport à celle du pays, la subvention que nous recevons du Fédéral sera elle-même diminuée.
- L'exode de la population a également nui à notre assiette fiscale. Quand une partie de la population active ténoise nous quitte, nous perdons une partie de nos recettes fiscales sur le revenu. Même si l'Entente de financement préétablie nous protège contre 80 pour 100 des diminutions de nos recettes fiscales, la baisse que nous connaissons à l'heure actuelle

est importante et nuira à notre capacité de financer les programmes et les services.

Ces facteurs signifient que nos recettes augmenteront lentement, si elles augmentent, tant et aussi longtemps que notre économie languit.

Non, il n'est pas question d'augmenter les taux d'imposition pour récupérer les pertes. Notre assiette fiscale est petite comparativement à nos besoins de dépenses. Une augmentation d'impôts ne générerait pas les recettes additionnelles nécessaires, mais nuirait énormément au climat d'investissement des entreprises, sans parler des conséquences néfastes pour les familles.

À l'heure actuelle, nos taux d'imposition sont concurrentiels à ceux des provinces. Notre taux d'imposition sur les sociétés est le plus bas au pays, à l'exception du Québec, et nous n'avons aucun impôt général sur le capital. Notre taux d'impôt sur le revenu des particuliers est parmi les plus bas au pays, mais il y a un début de concurrence dans certaines provinces où on veut alléger le fardeau fiscal des particuliers. Il n'y a aucune taxe de vente territoriale.

Si nous voulons atteindre nos objectifs économiques, il est important de maintenir un climat attirant pour l'investissement des entreprises aux T. N.-O. et d'inciter nos familles à rester.

Par conséquent, je suis heureux d'annoncer que le présent budget ne contient aucune augmentation d'impôt.

Même si nos recettes augmenteront lentement au cours des quelques prochaines années en raison de la situation économique, les pressions exercées par les dépenses, elles, augmenteront plus rapidement. Nous n'insisterons pas assez sur l'importance de revoir nos arrangements fiscaux. À moins d'augmenter notre capacité de générer des recettes, nous ne pourrions simplement pas répondre à la demande croissante des dépenses. Sans augmentation des recettes, il faut envisager l'éventualité de plus gros déficits annuels avec une dette accumulée au cours des deux ou trois prochains exercices, ou des réductions importantes de nos services, ou les deux dans le pire cas. Il faut donc s'attaquer immédiatement à ce problème.

Nous devons absolument augmenter notre capacité d'investissement dans le développement économique pour procurer des emplois aux jeunes et, en même

temps, nous devons prendre des mesures concrètes pour améliorer nos conditions sociales. Cependant, pour atteindre ces deux objectifs, nous devons générer des revenus. Malgré les impressionnantes richesses minérales situées dans notre territoire, nous ne recueillons qu'une petite portion des revenus possibles qui en découlent. Le gouvernement fédéral contrôle la plus grosse portion des revenus.

Nous estimons qu'au cours de 25 ans de viabilité des deux mines de diamants, le gouvernement fédéral percevra des recettes fiscales de l'ordre de 7 milliards de \$, par rapport aux 500 millions de dollars pour le GTNO. Ce qui signifie 300 millions de \$ par année pour le Fédéral contre 20 millions pour le GTNO.

Le gouvernement fédéral perçoit plus que 90 pour 100 des avantages fiscaux générés par l'exploitation des ressources aux Territoires du Nord-Ouest. Ce qui signifie que pour chaque dollar additionnel prélevé par le gouvernement fédéral du secteur des ressources des Territoires du Nord-Ouest, le GTNO ne garde que dix sous.

Par conséquent, nous demandons au ministre fédéral des Finances, l'honorable Paul Marin, qu'il promette d'étudier la structure de notre Entente de financement préétablie en tenant compte de la façon dont les Territoires du Nord-Ouest pourraient davantage tirer profit des recettes fiscales et des redevances générées par l'exploitation dans le Nord et de la façon dont ils sont traités dans nos arrangements financiers actuels. Comme je l'ai déjà mentionné, nous croyons que le Canada et les Territoires du Nord-Ouest peuvent tous les deux tirer profit d'une restructuration de nos arrangements financiers.

Davantage de contrôle

Si nous voulons atteindre notre objectif à long terme pour des Territoires du Nord-Ouest solides et en santé, nous devons travailler ensemble. Nous devons, en collaboration avec nos partenaires autochtones, obtenir le contrôle de nos ressources naturelles et nous devons aussi restructurer nos arrangements financiers avec le gouvernement fédéral.

En obtenant le contrôle de leurs ressources, les habitants du Nord pourront influencer le rythme du développement et créer un climat intéressant pour l'investissement. J'ai déjà mentionné qu'il fallait obtenir le contrôle de nos

ressources si nous voulons encourager l'investissement et créer un climat positif.

En obtenant le contrôle de nos ressources, le gouvernement pourra ainsi élaborer des politiques et un budget qui cadreront avec les scénarios d'exploitation des ressources, et du coup augmenter les recettes fiscales pour les deux gouvernements du Nord et le gouvernement fédéral. Mais tant que le contrôle de l'exploitation des ressources reste entre les mains du Fédéral, la situation gagnante qu'envisage ce gouvernement-ci risque de ne jamais se réaliser. À titre d'exemple, le gouvernement fédéral peut être réticent à établir un régime de redevances permettant aux compagnies de déduire le coût de création d'emplois locaux dans son calcul de paiement de redevances, en raison d'intérêts, d'engagements ou d'objectifs nationaux.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, en collaboration avec les organismes autochtones, pourrait envisager ce genre de projets s'il avait le contrôle des ressources dans le Nord.

Nous croyons que ces projets, un climat propice à l'investissement et moins de chevauchements réglementaires généreront davantage de projets d'exploitation, d'emplois et de recettes dans le Nord.

Le contrôle de nos ressources et de nouveaux arrangements financiers nous procureront les moyens de générer des recettes additionnelles pour le Nord et pour le gouvernement fédéral - une plus grosse part de l'assiette fiscale. Il pourrait s'agir d'une source monétaire pour aider à financer les régimes d'autonomie gouvernementale, aider les organismes autochtones à atteindre leurs aspirations politiques, aider nos partenaires à atteindre nos buts communs par rapport au contrôle de notre avenir.

De nouveaux arrangements financiers peuvent comprendre l'augmentation de notre champ d'imposition - les recettes que nous gardons par suite de la croissance économique et des activités d'exploitation, et le partage des recettes découlant des ressources que prélève actuellement le gouvernement fédéral.

Conclusion

Nous nous trouvons à un carrefour important de notre histoire. Nous pouvons soit nous fier à une augmentation des paiements de transfert du Fédéral, soit accroître notre indépendance financière et les responsabilités qui s'y rattachent.

Comment le présent gouvernement et ses partenaires peuvent-ils atteindre ce but?

À court terme, nous devons obtenir l'appui des organismes autochtones. Nous avons aussi besoin de l'appui du secteur industriel et des autres partenaires dans notre développement économique et social. Nous devons travailler ensemble pour redéfinir le rôle du gouvernement fédéral dans le développement du Nord et montrer comment les habitants du Nord peuvent faire mieux s'ils ont le contrôle de leurs ressources.

Nous devons nous assurer que notre milieu des affaires reste concurrentiel et attirant. Et, encore plus important, nous devons préparer nos jeunes à assumer leurs responsabilités dans une économie plus diversifiée grâce à l'éducation et à la formation.

Les Territoires du Nord-Ouest ont grandement changé depuis 1967. Cette année, 1999, marque une étape importante dans notre développement en tant que nouveau territoire revitalisé.

Nous devons nous inspirer de la force de la population, qui a aidé à créer ce nouveau territoire, et de la sagesse de tous ceux et celles qui ont contribué dans le passé. Au cours des 30 dernières années, nous avons acquis un bon nombre d'outils dont nous avons besoin pour construire notre territoire. Cependant, nous ne pouvons plus nous en servir, nous en avons besoin de nouveaux.

Nous avons besoin de nouveaux outils pour nous aider à:

- accroître et diversifier l'activité économique des T. N.-O.;
- mieux s'occuper des conditions sociales;
- créer un environnement politique stable.

Nous avons besoin d'avoir le contrôle de nos ressources et une plus grande part des avantages qui en découlent. Ainsi, nous pourrions accroître le développement économique dans le Nord, partager une plus grande portion des recettes générées par ce développement et augmenter notre assiette fiscale.

De nouveaux arrangements financiers et des activités de développement économique généreront des recettes additionnelles et nous permettront d'investir dans l'avenir de nos enfants:

- grâce à l'éducation, à la formation et aux soins de santé; et
- grâce à la création d'emplois, à un milieu des affaires stimulant et à la diversification de l'économie.

Les gens et les gouvernements aux Territoires du Nord-Ouest doivent travailler ensemble. Le contrôle des ressources des Territoires du Nord-Ouest doit être dans les mains de la population des Territoires du Nord-Ouest.

Les projets et les orientations annoncés dans le présent budget aboutiront à une situation financière et économique solide. Les projets annoncés dans le présent budget donneront lieu à une population saine, instruite et productive et à un avenir pour nos jeunes.